



**Université Peleforo
GON COULIBALY**

**DEPARTEMENT
D'HISTOIRE**

Avril 2026



Revue électronique

P-ISSN :3107-1643

E-ISSN :3107-1651

REVUE D'HISTOIRE, D'ART ET D'ARCHEOLOGIE

TEFAL-PITYA

*<https://tefal-pitya.net/>
soumission@tefal-pitya.net
BP 1328 Korhogo*

Revue d'Histoire, d'Art et d'Archéologie

TEFAL-PITYA



Vol.1, No1, Avril 2026

Site : <https://tefal-pitya.net/>

Courriel : soumission@tefal-pitya.net

Université Peleforo GON COULIBALY

UFR Sciences Sociales

Département d'Histoire

BP 1328 Korhogo

P-ISSN : 3107-1643/ E-ISSN : 3107-1651

Comité éditorial

Directeur Scientifique : Tanoh Raphael BEKOIN, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Directeur de Publication : KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire.

Directeur de Rédaction : KEWO Zana, Docteur en Histoire des Relations internationales, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Directeur de Rédaction Adjoint : AGUIE Yhattey Hervé Thierry, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Secrétariat de rédaction :

KOFFI Amani, Docteur en Histoire Ancienne, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

N'GORAN Kouadio Adolphe, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

SIGNAUX Affouminou Emmanuel, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Coordonneurs de Publication :

KONE Kiyali, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire,

KOAME N'founoum Parfait Sidoine, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Trésorier : SORO Yéfounnigui Marie -Laure, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Chargés de diffusion :

ABE Abé Laurent, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

ANGU Bleou Sylvain, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

ATCHIE Amon Guy Serge, Docteur en Histoire Médiévale, Université Peleforo GON COULIBALY

BAKAYOKO Yaya, Docteur en Histoire Médiévale, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

DIOMANDÉ Vallet Samuel, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Fatoumata BAMBA, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

KOUADIO Yao Clément, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

LASME Yao Jean Terence Gauthier, Docteur en archeologie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

OUATTARA Brahim, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

OUATTARA Issouf, Docteur en Histoire Médiévale, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

TUO Zie, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Webmaster : COULIBALY Souleymane, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Éditeur : Département d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY

Website : <https://tefal-pitya.net/>

Comité Scientifique

Abass Souleymane SANGARE, Professeur Titulaire d'Histoire Médiévale, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Aboulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop-Sénégal

Blesson Florent SOHI, Maître de Conférences en Histoire moderne, Université Felix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire.

Koffi Antoine GOLE, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire.

Moritié CAMARA, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire.

Nohadani Syrus AHMADI, Maître de Conférences en Géopolitique, Tarbiat Modares University- République Islamique d'Iran.

Odile GOERG, Professeure émérite d'Histoire de l'Afrique contemporaine, Université Paris Cité-CESSMA

Ouakoubo Gaston GNABRO, Professeur Titulaire d'Histoire des techniques, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Siméon KOUAKOU, Professeur Titulaire d'archéologie, Université Felix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire.

Simon-Pierre M'BRA EKANZA, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Émérites du Cames, Université Felix Houphouët-Boigny – Côte d'Ivoire

Tanoh Raphael BEKOU, Professeur Titulaire d'Histoire économique et sociale, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Cho Julie Eunice BROU, Maître de Conférences en Histoire moderne et contemporaine, Université Felix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire.

Jean-Noël LOUCOU, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire.

Théophile KOUI, Professeur Titulaire Études Ibériques et Civilisations Latino-Américaines, Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire

Comlan Jérôme ALLADAYE, Professeur Titulaire d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi Benin.

Ibrahim Muhammed SAADAOUI, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. Président de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies. Tunisie)

Ousseynou FAYE, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop –Sénégal.

Kouamé René ALLOU, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire.

Mahomed N'GUESSAN, Professeur Titulaire d'Histoire politique, Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire.

Tiona OUATTARA, Directeur de Recherche d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire.

Comité de rédaction

ABE Abé Laurent, AGUIE Yhattey Hervé Thierry, ANGU Bleou Sylvain, ATCHIE Amon Guy Serge, BAKAYOKO Yaya, COULIBALY Souleymane, DIOMANDÉ Vallet Samuel,

Fatoumata BAMBA, KEWO Zana, KOFFI Amani, KONE Kiyali, KOUADIO Yao Clément, KOUAME N’founoum Parfait Sidoine, LASME Yao Jean Terence Gauthier, N’GORAN Kouadio Adolphe, OUATTARA Brahim, OUATTARA Eugénie, OUATTARA Issouf, SIGNAUX Affouminou Emmanuel, SORO Yéfounigui Marie -Laure, TUO Zie.

Comité de Lecture

Djidjé Jacques KAZIO, Docteur en archéologie, Université de Bondoukou

Awa SOROGO, Docteur en Histoire Moderne et contemporaine, Université Alassane Ouattara

Antoine KRA, Maître de Conférences d’Histoire économique et sociale, Université Alassane Ouattara -Côte d’Ivoire.

Tiantio SANOGO, Institut Nationale Supérieur des Arts et de l’Action Culturelle, Abidjan

Salif KINDREBEOGO, Maître de Conférences en Histoire des relations Internationales, Université Norbert Zongo de Koudougou.

Nohan SIDIBE, Docteur en Histoire du travail et Histoire économique, Université de San Pedro-Côte d’Ivoire.

Nahoua Karim SILUE, Docteur en Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara.

N’Goran Gédéon BANGALI, Maître de Conférences d’Histoire des Relations Internationales, Université Jean Lorougnon Guédé -Côte d’Ivoire.

N’dri Laurent KOUAKOU, Maître de Conférences d’Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara -Côte d’Ivoire.

N’doua Etienne ETTIEN, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Moutari Moussa MAMAN, Docteur en Histoire Sociopolitique, Université Djibo Hamani de Tahoua/Niger.

Mitanhantcha YEO, Docteur en archéologie, Université Alassane Ouattara- Côte d’Ivoire.

Mamadou Lamine DEMBELE, Professeur Titulaire du Mali / Maître de Conférences du CAMES en Histoire du droit et des institutions, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB) –Mali.

Kpassigué Gilbert KONE, Docteur en Histoire Moderne et contemporaine, Université Alassane Ouattara

Kouakou Sylvain KOFFI, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Kouakou Désiré M'BRA, Maître de Conférences en Histoire du peuplement, Université Alassane Ouattara Côte d'Ivoire.

Kouadio René BOUADI, Docteur en archéologie, Jean Lorougnon Guédé, Daloa

Idrissa BA, Maître de Conférences d'Histoire Médiévale, Université Cheik Anta Diop- Sénégal.

Harouna YEO, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Guy-Roland TIE BI GALLA, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Gninin Aicha TOURE, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions, Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire

Dognima Lassina COULIBALY, Docteur en Histoire Moderne, Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire.

Atché Michel AKA, Docteur en archéologie, Université de San Pedro, San Pedro

Abdoulaye BAMBA, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

1. LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE DU COTON AU PROGRÈS DE L'INDUSTRIE TEXTILE EN CÔTE D'IVOIRE SOUS FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY (1974 -1993), *DIBY Aya Edwige Marcelle*,.....1-18
2. LA DEFINITION DU STATUT NATIONAL DES HABITANTS DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE (1919-1958), *Cyrille Aymard BEKONO*.....19-32
3. KABAKOUMA FACE À LA TENTATIVE D'OCCUPATION SAMORYENNE, *Vallet Samuel DIOMANDE*.....33-42
4. LA GROTTES SACRÉE DE NGOG-LITUBA (CAMEROUN), UN ENJEU DE CONFLITS ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ROMAINE, LES PEUPLES LOCAUX ET LES CHEFS TRADITIONNELS : UNE ETUDE HISTORIQUE, 1959-2026, *Jean Pierre NTAMAG*.....43-68
5. VALORISATION TOURISTIQUE DU VILLAGE BLIERON ET ECONOMIE BLEUE : ENJEUX ET DEFIS D'UN DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE, *BISSOU Guikahué Daniel, KLAKE Moindé Camille*.....69-86
6. LA POLITIQUE DE LA PÉREQUATION DANS LA FILIÈRE RIZ EN CÔTE D'IVOIRE (1971-1995), *Lassina Songfola YEO*.....87-104
7. SONITRA ET MOTORAGRI : DEUX TEMOINS DES RELATIONS CÔTE D'IVOIRE-ISRAËL (1963-1993), *N'dah Matt Elisabeth Brigitte AMANE*,.....105-120
8. L'HISTOIRE DES ABE DE TIASSALE/ N'DOUCI : LE LIGNAGE OKOUDJE AU XIXE SIECLE, *Félix Djidji ARBLE & Éric PETE*,.....121-137
9. LES NANAFOUË-KAN D'ATTIÉGOUAKRO, DES ORIGINES À L'HÉGÉMONIE FRANÇAISE (1718-1911), *Fonni N'Golo Youssouf OUATTARA, Kouadio Simon N'GUESSAN, Chintchanwa Tanan Franck SILUÉ*,.....138-155
10. L'ESSOR DES INFRASTRUCTURES DE PRESTIGE À YAMOOUSSOUKRO (1983-1993), *Nonhontan SORO*,.....156-171
11. LA CONTRIBUTION DU DIAMANT AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION DE TORTIYA (COTE D'IVOIRE), 1946-2005, *Dié Octave MANIGA*,.....172-182
12. L'EMPIRE DU MANJAKÚ: UNE ENTITE POLITIQUE DE LA SÉNÉGAMBIE MÉRIDIONALE (XIIIème-XXème SIÈCLE), *Malang LELOU*,.....183-196
13. TEMPS ET CONDITION HUMAINE DANS UN MONDE TECHNIQUEMENT DÉSENCHANTÉ CHEZ BERGSON, *Okou Guy-Marius OLADELE*,.....197-214

14. LE "RITUEL DU PERDU" FACE A LA VIOLENCE COLONIALE : UNE APPROCHE ENDOGENE DE LA RESTITUTION DES RESTES HUMAINS AU CAMEROUN,	<i>Kemegne Simo Lea Lili,</i>	215-233
15. L'ACTION DU FED DANS LE SECTEUR EDUCATIF CAMEROUNAIS : UNE ANALYSE HISTORIQUE (1958-2002),	<i>Stéphanie Laetitia BEKONO NDONGO,</i>	234-250
16. LES PREMIÈRES ÉLECTIONS PLURALISTES DANS LE MORONOU COLONIAL: Une mesure de l'influence PDCI-RDA/PPCI pendant le premier multipartisme,	<i>Olivier Magbli TEA,</i>	251-266
17. LA NOTION DU CŒUR (IB) DANS LES CROYANCES EGYPTIENNES POUR L'ÉTERNITÉ AU NOUVEL EMPIRE (1580-1085 AV. J. – C.),	<i>Yoka Elongo Vianney Jean Wolfgon,</i>	267-280

**LA GROTTES SACREE DE *NGOG-LITUBA* (CAMEROUN), UN ENJEU
DE CONFLITS ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ROMAINE, LES
PEUPLES LOCAUX ET LES CHEFS TRADITIONNELS : UNE ETUDE
HISTORIQUE, 1959-2026.**

**THE SACRED GROTTTO OF NGOG-LITUBA (CAMEROON): AN
ARENA OF CONTESTATION AMONG THE ROMAN CATHOLIC
CHURCH, INDIGENOUS PEOPLES, AND TRADITIONAL
AUTHORITIES—A HISTORICAL ANALYSIS, 1959-2026**

Jean Pierre NTAMAG

Département d'histoire,
Ecole Normale Supérieure (ENS),
Université de Yaoundé I.
e-mail : jeanpierrentamag@gmail.com

Résumé :

La colline de *Ngog-Lituba*, située dans l'Arrondissement à Nyanon, (Sanaga-Maritime) est un patrimoine culturel, un site touristique et un lieu de cultes traditionnels. Depuis quelques années, cet espace emblématique est l'objet de batailles de divers groupes qui en revendiquent chacun sa paternité. Le brusque intérêt que revêt le site de Ngog-Lituba est la suite logique des recommandations des sommets internationaux qui valorisent les savoirs endogènes. C'est dans ce contexte que l'église catholique romaine dont la présence sur ce lieu remonte dans les années 1960 est la cible des attaques des associations des chefs traditionnels qui souhaitent reprendre les cultes ancestraux sur le meme site. A côté de ces premiers acteurs il faut ajouter les populations riveraines et les pouvoirs publics qui en ont fait en 2023, un site touristique national. Cette communication examine les acteurs de ces luttes, leur fondement historique et les enjeux actuels.

Mots-clés : grottes, rocher, *Ngog-lituba*, savoirs endogènes, chefs traditionnels.

Summary:

The hill of Ngog-Lituba, located in the Nyanon district (Sanaga-Maritime region), is a cultural heritage site, a tourist destination, and a place of traditional worship. For several years, this emblematic site has been the subject of disputes between various groups, each claiming ownership. The sudden interest in the Ngog-Lituba site is a logical consequence of recommendations from international summits that value indigenous knowledge. It is in this context that the Roman Catholic Church, whose presence on the site dates back to the 1960s, is the target of attacks from associations of traditional chiefs who wish to revive ancestral practices there. Alongside these primary actors, we must also consider the local communities

and the public authorities, who designated it a national tourist site in 2023. This paper examines the actors in these struggles, their historical basis, and the current stakes.

Keywords : Caves, rock, Ngog-lituba, indigenous knowledge, traditional chiefs.

Introduction

En octobre 2024, sa majesté Gabriel Eteki Ebokolo, le chef traditionnel de Bonamoussadi (Douala), en compagnie de ses collègues, a fait irruption dans une église, la chapelle CBC Holy Ghost, en plein culte et a ordonné que celle-ci soit saccagée et incendiée en raison des nuisances sonores. Quelques mois avant, c'est une lettre d'une douzaine de chefs traditionnels qui défraie la chronique lorsque ces derniers somment à Mgr Paul Lontsine Keune, évêque du diocèse de Bafoussam, de retirer les propos qu'il a tenus le 26 mai 2024 à l'égard de leurs collègues qu'il a qualifiés de païens et adeptes de Satan (P. Kum, 2024). Si la solution du premier incident est en cours dans les arcanes du pouvoir judiciaire à Douala, celle du second incident a contraint les diplomates du Saint-Siège à effectuer des descentes sur le terrain pour apaiser la colère des chefs traditionnels et les amener à une cohabitation harmonieuse avec l'Église catholique. Quelques années avant, c'est-à-dire en janvier 2017, en pleine forêt du département de la Sanaga-Maritime, quelques chefs traditionnels Bassa, ont procédé à la destruction des marqueurs topographiques catholiques, une croix et une statue de la Vierge Marie au sommet du rocher de *Ngog-Lituba*, un lieu sacré destiné aux cultes religieux (E. Simb, 2002, p. 52). Ainsi, les rapports entre les populations riveraines, l'autorité traditionnelle et l'autorité religieuse sont marqués, depuis 1959 par des moments de vives tensions. Pourtant, l'une des conclusions des états généraux de l'éducation assigne à l'école camerounaise le mandat de former des « citoyens ouverts au monde, mais enracinés dans leurs cultures » (G. Hotou, 2015, p. 33). La thématique culturelle évoquée dans la loi pédagogique est reprise dans la Constitution révisée de janvier 1996 à travers l'article premier, alinéa 2 et 3, qui affirme que la République du Cameroun « reconnaît et protège les valeurs traditionnelles. Elle œuvre pour la protection et la promotion des langues nationales » (Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996). Les concepts de culture, valeurs traditionnelles et langues nationales renvoient à une réalité commune aux peuples africains, à savoir les savoirs endogènes, qui ont malheureusement subi une agression forte depuis près d'un siècle. Il s'agit des connaissances vécues par la société comme partie intégrante de son héritage, par opposition aux savoirs exogènes perçus comme un élément relevant d'un autre système de valeurs. Dit autrement, un savoir endogène est une partie

intégrante de l'héritage culturel puisé dans le fond intrinsèque originel lointain, puis assimilé par la société au point de lui en faire oublier les origines étrangères (P. Hountondji, 1994, p.15). La communauté internationale, sous la houlette de l'Unesco, a engagé une campagne en vue de sauvegarder ce patrimoine ainsi que les peuples qui l'ont produit. La plupart des peuples du Sud Cameroun, au cours de leurs migrations volontaires ou forcées, ont interagi avec un élément symbolique de leur environnement naturel : la grotte de *Ngo-Lituba* qui leur a servi, selon les témoignages, de lieu de refuge lorsqu'ils fuyaient la furie guerrière de la cavalerie foubé. Une fois le danger passé, ils sortent de leur cachette et pendant que certains s'établissent autour de celle-ci (les clans Bisso'o et les clans Bati), d'autres continuent leurs migrations (les Manguissa, les Bassa et certains clans Bisso'o) vers le centre, le sud et le littoral. La colline de *Ngo-Lituba*, est donc pour tous ces peuples un haut lieu de mémoire, un symbole de cristallisation identitaire et un creuset de savoirs endogènes (C. Dikoume, 1977, p. 72). Mais, depuis les années 1960, cet espace mythique est en butte à des conflits et luttes d'influence et entre certains groupes locaux et l'Église catholique romaine. Le conflit, latent au départ, a pris du relief lorsque les leaders catholiques ont voulu faire de la grotte de *Ngo-Lituba* un lieu d'adoration exclusif. À ces prétentions religieuses, il faut ajouter celles des riverains, des autorités publiques et des associations traditionnels bassas qui revendiquent la propriété et l'exclusivité à la faveur d'une forte campagne largement relayée dans la presse.

Qu'est-ce qui explique les tensions aigües observées autour de la grotte sacrée de *Ngog-Lituba* ? Basée essentiellement sur la méthode critique en histoire, l'article analyse la guerre que se livrent les principaux protagonistes pour le contrôle de *Ngog-Lituba*. Elle s'appuie sur des sources primaires (témoignages) et secondaires (travaux de recherches, les articles et les ouvrages). Après avoir défini le cadre théorique et géographique de la grotte, il examine les rivalités autour de celle-ci, les acteurs, leurs motivations, les enjeux et leur portée actuelle.

1. Le cadre théorique et géographique de la colline de *Ngog-Lituba*

La toponymie est la science qui décrit et explique les noms de lieux, qui ne sont pas de simples étiquettes, mais signifient quelque chose à l'instar de *Ngog-Lituba*, une colline ayant une grotte, c'est-à-dire une cavité creusée dans un amas rocheux qui fait partie d'un ensemble qu'il convient de décrypter en quelques lignes.

-1.1. La typologie des grottes et de rochers.

La grotte est une cavité sous la surface de la terre, sur le flanc de colline, de falaise ou de montagne. Les grottes sont de taille et de forme variées, et beaucoup ont une grande ouverture

en surface (V. M. Kene, 2022, p. 10). Il existe une diversité de grottes dont quatre sont retenues dans le cadre ce travail : les grottes lavatubes, les grottes de glace, les grottes du littoral et les grottes sous-marines (S. Cianflone, 1996, p. 53). Les grottes sous-marines sont formées lors de l'enfoncement sous l'océan et comme il s'agit d'un phénomène rare, on retrouve quelques-unes dans les îles philippines. Les grottes du littoral sont formées par l'action combinée des vagues et du vent marins et se caractérisent par leur légère profondeur sur les côtes (F. Bart, 2002, p. 155). À l'opposé de ces deux premiers types de grottes, les grottes de glace se constituent à partir du rapprochement des régions chaudes et de l'air chaud, phénomène qui prend place à l'intérieur des glaciers. Enfin, les grottes lavatubes proviennent de la lave liquide, c'est-à-dire un magma en fusion projeté à la surface de l'écorce terrestre sous l'effet d'un phénomène volcanique et qui, durcit en se refroidissant, forme des roches (S. Cianflone, 1996, p. 53). La grotte de Ngog-Lituba appartient à cette dernière catégorie de grotte encastree dans un grand rocher.

Les roches (du latin populaire *rocca*), sont les matériaux naturels généralement solides formés, essentiellement ou en totalité, par un assemblage de minéraux, comportant parfois des fossiles, notamment dans les roches sédimentaires ; parfois du verre résultant du refroidissement rapide d'un liquide ; parfois des agrégats d'autres roches (M. Aarab, 2020, p. 1). Il existe trois grands types de roches qui forment la croûte terrestre : les roches sédimentaires, les roches ignées et les roches métamorphiques dites aussi cristallophylliennes, et formées par la recristallisation (la déformation) de roches sédimentaires ou magmatiques sous l'action de la température. La colline rocheuse de *Ngog-Lituba* appartient à la dernière catégorie formée à la surface de la terre (M. Aarab, 2020, p. 3). Mais, selon les travaux de Jean Paul Vicat, le Cameroun est divisé en deux types phénomènes karstiques fossiles. Il s'agit, d'une part, de reliefs de surface et de puits verticaux généralement humides et envahis par de la végétation, et, d'autre part, d'alvéoles, de conduits de paroi et de véritables grottes, généralement secs (J.-P. Vicat, 2002, p. 547). La colline de *Ngog-Lituba* est donc à la fois une grotte et un rocher dont la face latérale constitue l'élément attrayant comme la photo 1 en témoigne.

Photo 1 : Une vue latérale de la grotte de *Ngog-Lituba*

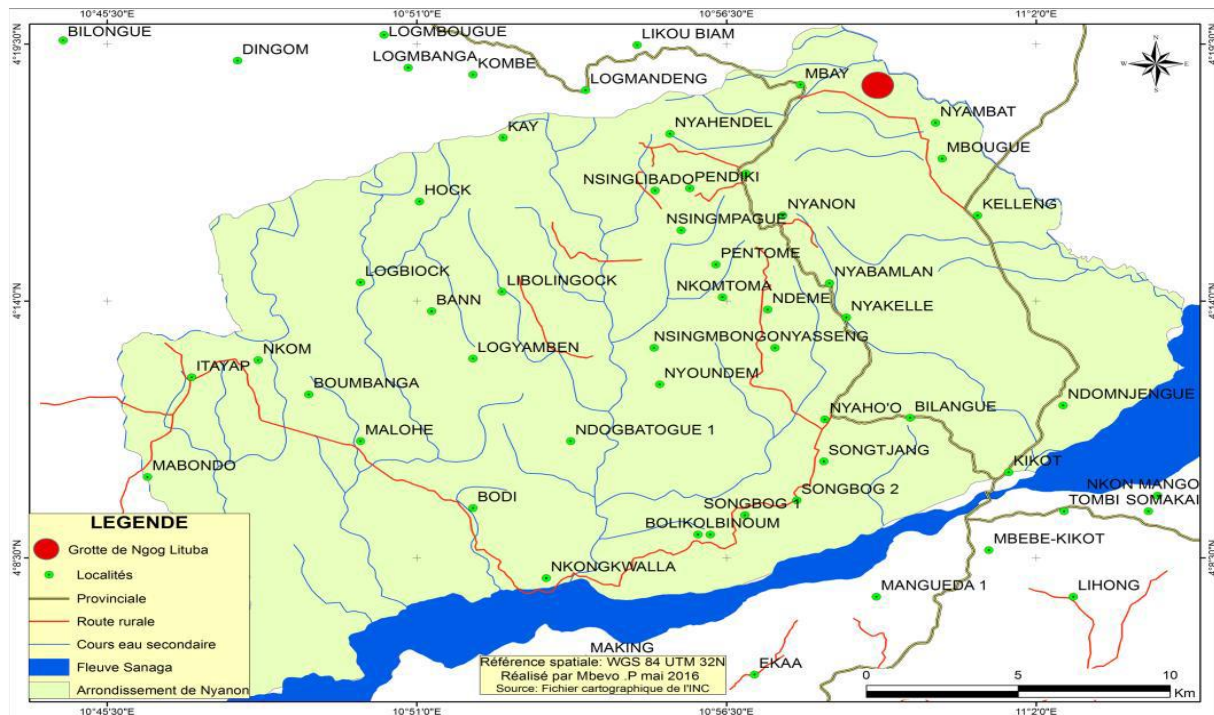


Source : Myriam Mahend Angoni, 2016, p.71.

-1.2. Le cadre géographique de *Ngog-lituba*

La grotte de *Ngog-Lituba* est située au centre d'une savane d'environ 10 km qui jouxte le département voisin du Mbam et Inougou. Elle se trouve à 210 km d'Edéa, près de 110 km de Yaoundé et 310 km de Douala et à près de 100 km de Bafia (M. Mahend Angoni, 2016, p. 36).

Photo 2 : Carte de localisation de la grotte de Ngog Lituba



Source : Myriam Mahend Angoni, 2016, p. 41.

Sur le plan géographique, *Ngog-lituba* est un massif rocheux qui s'élève à 480 m d'altitude. À l'extrême Nord de la colline, coule la rivière Liwa, affluent de la Sanaga, qui forme la frontière naturelle entre les départements du Mbam et Inougu et celui de la Sanaga Maritime (M. Mahend Angoni, 2016, p. 26). La masse rocheuse de *Ngog-lituba*, isolée en pleine savane, présente un trou orienté vers le Nord, l'accès à la grotte se fait sur une piste de plus de 300 mètres à l'Est qui constitue sa particularité. L'entrée de la cavité est une ouverture de 2m sur 3m, située du côté Ouest en venant de Logbikoy. De l'avis des spéléologues, le trou est une doline en entonnoir dont la plateforme a servi d'abri aux populations. La profondeur de la cavité est inconnue, elle a été bouchée dans les années 1960 pour réduire l'exploitation par les riverains. La colonisation des pentes et alentours ne va pas sans heurts, ce d'autant plus que la colline demeure un espace attractif, elle est perçue comme un lieu mystérieux, caractère qui épouse une interprétation ayant les formes de survalorisation culturelle (F. Bart, 2002, p. 155).

En Afrique comme ailleurs à travers le monde, la sacralisation de certaines montagnes et forêts, de certains rochers, relève de logiques culturelles fondées sur des représentations de la montagne originelle, qui donne la vie, assure la survie (C. Yonta Ngoune, 2010, p. 25). L'imaginaire populaire travaille aussi à partir de formes spécifiques, d'événements particuliers, ou de peurs engendrées par la nature montagnarde. Celle-ci est alors « un espace exceptionnel, hors du quotidien, et même du profane » (P. A. Nana et M. Nola, 2023). Et le lointain souvenir de la colline sacrée n'est pas totalement éteint, le sacré étant proche de l'interdit de la

sanctuarisation et de l'adoration. Le massif rocheux de *Ngog-Lituba* est détentrice d'un certain nombre de connaissances, de forces et pouvoirs qui alimentant les luttes concurrentielles (J.-P. Bozonnet, 1992, p. 138).

1.3. Le concept de savoir endogène en rapport avec la colline de *Ngog-Lituba*

Le concept de savoirs locaux en vogue dans le monde n'est pas pourtant considéré entièrement par tous les acteurs au point qu'il laisse former deux groupes opposés. Le premier groupe soutenu par les institutions onusiennes définit les savoirs locaux à la lumière des disciplines de la science moderne. On parle des savoirs locaux dans le domaine agricole, médicinal, environnemental, etc. Ce groupe a pris de l'importance avec les questions environnementales de la planète où les savoirs locaux apparaissent comme des ressources nécessaires au développement durable (F. Anctil et L. Diaz, 2016, p. 4). Cette vision qui insiste sur l'importance des populations autochtones détentrices de savoirs particuliers utiles à la gestion de l'environnement, a abouti à une prise en compte de ces derniers dans l'élaboration des textes sur l'environnement lors du sommet de Rio de 1992 ainsi que la Convention sur la diversité biologique de la même année 1992 (L. Glowka, 1996, p. 10). Les principaux défenseurs de cette vision sont représentés par trois chercheurs, Berkes, Colding et Folke. Mais, ce premier groupe semble réduire et limiter les savoirs endogènes à un cadre particulier, à une discipline, avec le risque que ceux qui sont exclus de ce cadre soient considérés comme du folklore ou des savoirs sauvages (F. Berkes, 2000, p. 1253). Heureusement, le second groupe tente de corriger ledit risque par une vision holistique et globale des savoirs locaux. Celui-ci considère les savoirs locaux comme un ensemble dynamique qui ne saurait être confiné à une discipline quelconque, et encore moins séparé du peuple qui les produit. La nouvelle définition épouse le point de vue des populations autochtones dont le rôle est clairement reconnu et établi dans la Déclaration sur les Droits des peuples autochtones (United Nations, 2007). C'est la raison pour laquelle l'Unesco, dans le cadre du projet Local Indigenous Knowledge System, corrige la vision onusienne des savoirs locaux qu'elle définit comme « des connaissances, interprétations, systèmes de sens sophistiqués accumulés et développés par des peuples ayant une longue histoire d'interaction avec l'environnement naturel » (Unesco, 2005, p. 233). Ainsi, la valorisation des savoirs endogènes passe nécessairement par celle des peuples et des communautés qui en sont les premiers acteurs. Il s'agit de la théorie des communs, une forme spécifique de gouvernance qui place les décisions collectives des communautés locales, c'est-à-dire des groupes, des réseaux, des coordinations d'individus qui vivent dans et autour de ces

écosystèmes, au centre du jeu socioéconomique (O. Weinstein, 2013). Les intérêts économiques supposés ou réels expliquent l'exacerbation des conflits autour de la colline de *Ngog-Lituba*.

2. La colline de *Ngog-lituba* : un patrimoine sous tension

Depuis les années 1990, *Ngog-lituba* est sous tension entre les acteurs qui en revendiquent chacun la paternité. Qui sont ces derniers et quels en sont les motivations de leurs combats ?

-2.1. Les forces en présence pour le contrôle de *Ngog-lituba*

La grotte collinaire de *Ngog-Lituba* est sous plusieurs pressions dont les plus virulentes viennent des dignitaires locaux et de la mission catholique romaine. Le premier acteur impliqué dans les batailles autour de la colline de *Ngog-lituba* est l'Église catholique romaine à travers le diocèse de Douala. Mais, l'intrusion du monde catholique sur la grotte obéit à un certain nombre de facteurs qu'il convient d'élucider au préalable. La topographie spirituelle, chère aux mouvements religieux, est le premier facteur qui pousse l'Église à s'emparer de la colline de *Ngog-Lituba*. La nature a, de tout temps, été un enjeu de pouvoir politique, économique et religieux. Les religions au même titre que les idéologies ont eu le souci de maîtriser l'espace comme le temps dans le but d'imposer leurs marques dans la sphère publique (A. Morelli, 2008, p. 9). Les marqueurs occupent des points fixes privilégiés et stratégiques qui leur assurent une grande visibilité dans l'espace public. L'apparition de chaque nouveau mouvement religieux se traduit rapidement sur l'espace par l'érection des signes extérieurs clairement visibles. Cela signifie qu'aux premières manifestations visibles de la religion précédente se succèdent celles de la nouvelle qui se réapproprie les anciens espaces en détruisant ou en réutilisant les lieux de cultes antérieurs ou en leur imposant un nouveau marquage, dont les croix superposées aux minarets sont un exemple simple et frappant. Le caractère sacré de l'espace entraîne donc l'érection du lieu de culte, visible de loin. Ainsi une apparition d'un Saint demande un sanctuaire, mais l'installation doit être légitimée par de nouveaux « signes ». Les marquages religieux sont légion à travers le monde. En ce qui concerne l'Église catholique romaine, on peut évidemment citer comme marqueurs de l'espace les cloches paroissiales, le Christ du Corcovado, dominant de 700 mètres la baie de Rio de Janeiro, construit au XXe siècle. En France, on retrouve la falaise de Rocamadour surplombant un canyon sauvage, l'îlot-sanctuaire du Mont Saint-Michel, les flèches de Chartres visibles de loin sur la Beauce, le sanctuaire marial de Notre-Dame du Haut ou Notre-Dame de la Garde qui domine Marseille telle une vigie. En dehors de ces monuments religieux impressionnants qui transforment le paysage, la religion peut aussi s'imposer par des marquages plus subtils de l'espace public, comme des signes dans

les tribunaux, sur les tombes ou dans les écoles. Il existe aussi des marques qui ne sont pas fixes. Ainsi, les vêtements adoptés publiquement constituent une autre façon de s'approprier l'espace. Pendant la III^e République en France, la municipalité du Kremlin-Bicêtre avait interdit sur le territoire le port de la soutane pour marquer le caractère laïque.¹ Au Moyen Âge, certains groupes religieux ou sociaux se voyaient imposer un vêtement ou signe distinctif perçu comme discriminatoire, mais qui était sans conteste un marquage en vigueur. À l'inverse, les militants musulmans revendiquent de pouvoir investir l'espace public par le port du voile. Leur argumentaire invoque la non-discrimination, mais ils cherchent aussi par ce signe distinctif à légitimer leur visibilité dans l'espace (A. Morelli, 2008, p. 9). L'acte du prélat catholique est un volet essentiel de la topographie du sacré caractérisée par l'emprise religieuse sur l'espace qui a, de tout temps, été un enjeu de pouvoir et notamment de pouvoir religieux. Les religions ont donc le souci de maîtriser l'espace comme le temps et tentent généralement d'imposer leur marque dans la sphère spatiale. Les marqueurs (une statue, un sanctuaire, une procession, l'appel des cloches, même des vêtements spécifiques sont autant de moyens classiques d'imposer le sacré) occupent des points fixes privilégiés qui leur assurent une grande visibilité (A. Morelli, 2008, p. 9). En plus, dans l'optique des catholiques, les grottes et les collines symbolisent l'ascension du Seigneur dont elles sont l'étape terminale. C'est dans une logique d'élévation de l'homme "vers le ciel" que la catholicité marque de l'empreinte les cimes des massifs rochers à travers les âges et dans tous les territoires où ces missionnaires sont allés à travers le monde. Ainsi, depuis l'installation de symboles catholiques sur *Ngog-lituba* en 1959, l'Église catholique organise de manière périodique, au début du carême, des pèlerinages chrétiens qui rassemblent les croyants catholiques venus de divers horizons (photo 2).

Photo 2 : Cérémonie d'érection de la croix sur de la grotte sacrée de *Ngog-Lituba* en 1959.

¹ Le 10 septembre 1900, Eugène Thomas, maire du Kremlin-Bicêtre dont le cœur bat républicain, prend un arrêté municipal « interdisant le port de la soutane sur le territoire de la commune. Tout ceci montre la bataille des symboles religieux à la peau dure. Voir N. Gauthier et J.-P. Thibaudat, 2023, « Enquête loi de 1905 aux racines de la laïcité », *Libération*, parution du 17 décembre 2023.



Source : Kend Djon Mbombog, 2024, *Ngog-Lituba : entre vérités et palabres*, Editions septembre, p. 44.

Le dogme de la mariologie catholique est le second facteur qui explique l'intrusion de l'Église catholique dans la colline de *Ngog-Lituba*. En érigeant deux symboles catholiques sur la colline de *Ngog lituba* : la croix au sommet du rocher et la statue de la vierge Marie au niveau de la cavité qui constitue l'entrée de cette grotte, les responsables du Saint-Siège veulent faire de ce lieu un sanctuaire marial. Depuis le III^e siècle, la piété populaire désigne la Vierge Marie sous le titre de Mère de Dieu – en grec *Theotokos* et un des plus anciens hymnes, le *Subtuum* la célèbre sous un angle protecteur : « Sous votre garde, nous nous réfugions, sainte Mère de Dieu » (Famille missionnaire de Notre-Dame, 2022, p. 32). À partir des années 1950, le pays Bassa entre dans une période de troubles sociopolitiques consécutives aux revendications indépendantistes formulées par le mouvement nationaliste, l'Union des populations du Cameroun (UPC). L'administration coloniale française, pour briser l'élan révolutionnaire, oppose la résistance et contrait d'abord les leaders et ensuite les militants et sympathisants à se réfugier en brousse dans les maquis. Il s'agit pour les leaders catholiques de donner à la colline de *Ngog-Lituba*, un caractère idéologique à l'instar de Lourdes, de Rome ou de Jérusalem où les peuples Bassa peuvent se retrouver pour prier (photo 3). En clair, l'Église entend aussi sortir *Ngog-Lituba* de l'isolement léthargique ancestral pour le transformer en un site de tourisme

spirituel international. Dans ce sens, l'Église précède de loin les autorités coloniales et a perçu de loin la nécessité de donner une dimension non seulement spirituelle, aussi internationale.

Photo 3 : Des fidèles en pèlerinage dans la grotte sacrée de Ngog-Lituba en 2007.



Source : Myriam Mahend Angoni, (2016, p. 70).

Le contexte sociopolitique est le dernier facteur de la présence catholique sur le site mémoriel de *Ngog-Lituba*. En effet, la région de la Sanaga-Maritime se trouve dans cet imbroglio social qui préoccupe tout le monde et en premier les leaders religieux. L'évêque de Douala Monseigneur Thomas Mongo (1914-1988), après avoir tenté vainement de convaincre son frère Ruben Um Nyobe de rallier la position de l'administration coloniale, organise le 5 avril 1959 ce qu'il appelle « le baptême d'une tradition ». Pour Mgr Paul Mbadi, il fallait « organiser un pèlerinage annuel sur la colline de *Ngog-Lituba* qui semble être le lieu de dispersion des populations bassa. Le pèlerinage est organisé à partir des années 60, afin de prier pour les populations Bassa victimes des affres et de la violence, suite aux revendications nationalistes de l'UPC ».² Monseigneur estime que le rassemblement des croyants d'origine bassa autour du lieu de leur dispersion constitue un prélude à leur unité en dépit des divisions nées des luttes politiques. Soumis à d'intenses activités spirituelles notamment des prières, des dévotions et

² Entretien (par téléphone) avec Tonye Bakot Simon-Victor, 79 ans, Archevêque émérite, Yaoundé, 23 janvier 2026

recueils, le peuple peut retrouver le chemin de la paix et de la réconciliation, valeurs cardinales pour le vivre-ensemble et la propagation de la Bonne Nouvelle. Mais, les querelles sur la colline ont pris du relief lorsque les autorités de l'Église catholique initient en 1994, le projet d'immatriculation de la colline de *Ngog-lituba*. Mais, l'initiative de l'Eglise provoque la levée de boucliers des dignitaires Bassa qui dénoncent avec la dernière énergie toutes les actions de l'évêque d'Edéa (M. Kend Djon, 20 24, p. 64).

Le second acteur impliqué dans les rivalités sur la colline de *Ngog-lituba* est constitué des groupes associatifs bassa. Ceux-ci revendiquent à cor et à cri la propriété de la colline de *Ngog-lituba* comme leur lieu sacré destiné aux cultes des divinités ancestrales. Nous en ferons l'économie de leurs revendications en mettant en exergue les plus représentatives et les plus actives sur la scène géopolitique nationale (A. Jiotsa, 2019, p. 85). Le groupe *Mbog-Lia'a* est l'une des associations les plus actives dans le projet de revendication de la colline de *Ngog-lituba*. Créée en avril 1996, cette association se propose de regrouper les organisations familiales issues des peuples Bassa, Bati et Bakoko. Les dirigeants invitent les membres à déployer leur génie pour éclairer les esprits dans le seul chemin qui puisse conduire à la véritable connaissance des peuples de colline sacrée (E. Simb, 2002, p. 63). C'est donc la connaissance de cette colline qui amène les responsables de *Mbog-Lia'a* à dénoncer la présence de l'Église catholique comme en témoignent les propos virulents d'un autre leader en la personne du Mbombog Simon Mbog Bassong :

Plus jamais l'Église catholique ne fera de pèlerinage à *Ngog Lituba*, plus jamais elle n'y mettra sa croix de fer et d'acier. Nous aiderons nos frères Bati, gardiens de notre sanctuaire à lutter sans merci, physiquement, spirituellement, mystiquement, contre toute tentative de l'Église d'y remettre la croix (A. Makougoum, 2020).

Le second groupe associatif est l'Association pour la Renaissance de la Culture Africaine qui entend promouvoir la culture africaine à partir de la colline sacrée de *Ngog-lituba*. Elle s'est fixée pour mission historique de libérer la tombe des ancêtres, c'est-à-dire la grotte sacrée. C'est d'ailleurs les dirigeants qui organisent en janvier 1996 une campagne de démolition des symboles catholiques sur la colline de *Ngog lituba*. Le groupe est également initiateur de diverses correspondances adressées aux autorités administratives et catholiques locales, aux organisations internationales (ONU, UNESCO) ainsi qu'au Pape Jean-Paul II (R. Sim Miyèmeg, 2019, p. 121). Dans leur adresse à la hiérarchie de l'Église catholique romaine en date du 19 mai 1994, les auteurs déclarent :

Nous, membres du collège sacré des Ba-Mbombog/Ba-PèPè, dépositaires de l'Autorité Traditionnelle et Culturelle, Gardiens des Lieux Sacrés et des Biens Collectifs de la

Communauté Bassa'a-Mpo'o et Bati Ba-Ong (dénonçons) les projets d'extension appropriative de vos Pasteurs à *Ngog lituba* à Ndom, en Sanaga-Maritime (R. Sim Miyèmeg, 2019, p. 121).

Le dernier groupe associatif est la confrérie Mbog-Parlement, apparu au grand public lors de la présentation du *Minifeste du peuple bassa* présenté aux Nations Unies en 2006 et de la rencontre convoquée par le préfet de la Sanaga-Maritime pour trouver la solution au problème de *Ngog-lituba* (P. Titi-Nwel, 2019, p. 141). La confrérie Mbog-Parlement s'illustre sur la scène nationale et même internationale (lettres aux Nations unies) et veut récupérer le site de *Ngog-lituba*, placé sous la gestion de l'Église catholique romaine depuis 1959, dont l'ambition est d'en faire, non seulement un haut lieu de pèlerinage, mais aussi sa propriété foncière (R. Sim Miyèmeg, 2019, p. 121). En dehors de ces deux protagonistes qui peuvent être considérés comme des acteurs exogènes du conflit, il existe d'autres acteurs moins visibles, peut-être, mais plus engagés que les premiers. Il s'agit des peuples autochtones, les Bati et les Bisso'o bi liko'o. La présence de la colline de *Ngog lituba* remonte à plus de 500 000 000 d'années.³ Mais, les premières traces humaines datent du 16^e siècle. Les peuples Bisso'o et Bati situés autour de la colline de *Ngog-lituba* se trouvent dans l'Arrondissement de Nyanon, Département de la Sanaga- Maritime dans l'actuelle Région du Littoral. Les Bati constituent un peuple qui a une histoire particulière dans la mesure où les traditions orales situent leur lointaine origine au Nord du Cameroun où ils ont été pressés par les Babouté qui les ont repoussés au Nord du fleuve Sanaga, près de l'affluent le Mbam.⁴ Une partie de ces derniers se trouvent encore au Sud-Ouest de Bafia sur la rive droite de la rivière Liwa. Dans la Sanaga-Maritime, ils sont localisés entre les Yambassa à l'Est, les Limandi au Nord, les Bisso'o à l'Ouest et au Sud (G. Perrault, 1949, p. 314). Depuis 1923, ils sont rattachés au canton Bisso'o jusqu'à la séparation intervenue en 1943 à la faveur de la création du canton Bati composé de quatre villages, Kelleng, Mbougoué, Ndog-Bikim et Nyambat qui abrite la fameuse colline de *Ngog-Lituba*. À côté des Bati, se trouvent leurs voisins immédiats, les peuples Bisso'o bi liko'o.⁵ À partir d'ici, les peuples Bantous commencent une longue randonnée qui les conduit vers les grands lacs en Afrique puis au Nord de l'Afrique centrale où le dernier point de dispersion est la fameuse colline de *Ngog-lituba*. Les Bisso'o sont regroupés dans le canton éponyme qui compte une vingtaine de villages ((B. G. Nyumea, 1993, p. 23). Les groupes Bati et Bisso'o sont considérés comme les

³ Entretien avec Mbele Fidèle, 58 ans, guide touristique agréé de Ngog, Yaoundé, 26 avril 2026.

⁴ Entretien avec Ngoutouga Simon, 66 ans, Ingénieur électromécanicien, 18 février 2026, Yaoundé.

⁵ Référence B. G. Nyumea, 1978, *Ngok-lituba, peuples et histoires*, Douala.

propriétaires et les gardiens naturels de la colline de *Ngog lituba* par le simple fait qu'ils y vivent autour de celle-ci depuis leur installation et en plus par de multiples rapports qui les lient à cette dernière depuis longtemps.⁶ Les riverains de la colline de *Ngog-lituba* ont vu en elle un lieu privilégié d'initiation et un creuset de forces ancestrales. C'est la raison pour laquelle elle accueille dans les moments de crise sociale les rencontres, des pèlerinages, des initiés qui sollicitent l'intervention de leurs ancêtres. C'est dans cette optique qu'après la création en 1947, l'Assemblée Coutumière et Traditionnelle des Elog Mpoo (ACTEM) organise successivement les pèlerinages en 1948, 1950 et 1952. Les pèlerins, les descendants Mpoo viennent de toutes les régions méridionales et côtières, le cœur rempli de joie, fiers d'effectuer un retour aux sources de leurs ancêtres (C. Dikoume, 1977, p. 42). Au regard de ce qui précède, on constate réellement que la colline de *Ngog-lituba* est un espace sous pression et sous tension entre d'une part les protagonistes exogènes (groupes associatif Bassa) et d'autre part l'Église catholique qui se livrent une véritable bataille pour le contrôle de cette colline au nez et à la barbe des acteurs autochtones (les peuples Bati et Bisso'o). Mais, quelles sont les véritables motivations de ces querelles ? Qu'est-ce qui explique l'engagement de ces groupes pour contrôler dudit site maintenant et quelle est la position des autorités devant cette situation qui prend une tournure géopolitique régionale ?

-2.2. Les fondements des rivalités autour de la colline de *Ngog-lituba*

L'examen fait précédemment consistait à déterminer les parties prenantes qui se disputent la paternité de la colline de *Ngog-lituba*. Celui-ci continue par l'analyse des mobiles géopolitiques, spirituels et culturels qui génèrent ces conflits.

Les combats pour le contrôle de la colline de *Ngog-lituba* se justifient par la place qu'occupe l'identité culturelle dans la société. Depuis l'adoption le 16 novembre 1945, de l'Acte constitutif, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) entend promouvoir la culture dans le monde.

Dans le sens le plus large, la culture peut être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. Elle fournit à l'homme la capacité de réflexion sur lui-même. C'est elle qui

⁶ Sim Miyemeg Remy, 85 ans, fonctionnaire retraité, Yaoundé, 24 janvier 2026.

fait de nous des êtres spécifiquement humains, rationnels, critiques et éthiquement engagés. C'est par elle que nous discernons des valeurs et effectuons des choix. C'est par elle que l'homme s'exprime, prend conscience de lui-même, se reconnaît comme un projet inachevé, remet en question ses propres réalisations (V. Guèvremont, 2021, p. 169).

Elle s'est dotée des instruments juridiques comme la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954), la Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles (1982), la décennie mondiale pour le développement culturel (1988-1997) ou la Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel (2003). Tout cet arsenal juridique met donc la colline de *Ngog-lituba*, au cœur d'une bataille, non seulement culturelle et identitaire des peuples, mais aussi spirituelle.

Lorsque Monseigneur Thomas Mongo, évêque de Douala procède le 5 avril 1959 au baptême de la tradition en érigeant les symboles catholiques sur la colline de *Ngog-lituba*, cet acte spirituel n'a pas été accepté par tous les Mbogmbog.⁷ La querelle qu'on observe commence dès ce moment comme le constate un des pères fondateurs de l'ACTEM : « Nous avons déjà eu échos au cours du déroulement des cérémonies de son baptême célébré tout dernièrement par son ex. Monseigneur Thomas Mongo de la part de quelques membres de la tribu Bassa 'qui se vantaient d'être maîtres de cette grotte' » (V. Guèvremont, 2021, p. 169). Les Mbombog et les initiés sont les adeptes des Religions Traditionnelles Africaines (RTA) qui ont érigé la nature en une divinité intouchable pour reprendre l'expression de l'écrivain Mongo Beti. Il s'agit de la diffraction du divin dans le réel et l'absence de toute objectivation de la nature perçue comme sacrée (A. Bello, 2021, p. 28). Le croyant des RTA vit emphatiquement avec la nature et se soumet servilement à la transcendance, elle-même diffractée dans la matière. L'homme, la transcendance, la nature et les ancêtres ne font qu'un (K. Gregbe et W. Fon, 1997, p. 12). De là, découle la pratique rituelle de la vénération des arbres, des rochers, des collines et des forêts sacrés, qui sont par excellence les lieux de l'épiphanie du divin et de la présence des ancêtres (G. Tchonang, 2013, p. 259). On peut comprendre le refrain célèbre du poème, *Leurres et lueurs* de Birago Diop (1906-1989) : « Les Morts ne sont pas sous la Terre : Ils sont dans le Feu qui s'éteint, Ils sont dans les Herbes qui pleurent, Ils sont dans le Rocher qui geint, Ils sont dans la Forêt, ils sont dans la Demeure, Les Morts ne sont pas morts » (B. Diop, 1960, p. 5). Cette symbiose entre l'homme et la nature place la colline de *Ngog-lituba* au centre des préoccupations spirituelles des peuples qui justifient un certain nombre de querelles. Mais

⁷ Entretien (par téléphone) avec Ntep Jean Bosco, 75 ans, évêque du diocèse d'Edéa, 16 septembre 2024, Edéa.

celles-ci trouvent également leur fondement dans les rapports de forces entre les différents acteurs régionaux. La géopolitique s'intéresse aux interrelations entre espace et politique. Elle conçoit l'organisation collective comme inséparable d'un certain ancrage de la société, du citoyen, dans un espace de contrôle et d'attachement, quelle que soit l'échelle de l'espace, du village au Monde. L'approche géopolitique envisage aussi les mobilisations politiques, les luttes de pouvoir entre acteurs comme autant de projections, sur un territoire, de revendications, de désirs, de normes, le territoire pouvant être le lieu d'opération stratégique (théâtre, scène) et/ou objet de conquête et d'appropriation (M. Lasseur, 2019, p. 8). Dernière les revendications autour de la colline de *Ngog-lituba*, il existe une bataille féroce entre les forces pour le contrôle politiques de la région de la Sanaga-Maritime. Et ces luttes politiques ne datent pas de maintenant, mais elles ont pris du relief surtout avec les compétitions politiques initiées par le pouvoir colonial. À la faveur de la colonisation, les forces politiques issues du groupe Bassa se sont mobilisées pour asseoir leur contrôle sur leurs voisins Bisso'o, minoritaires, à travers un certain nombre d'actes dont l'analyse dépasse la cadre de cette communication. La création en 1947 de l'Assemblée Coutumière et Traditionnelle des Elog Mpoo (ACTEM) participe de cette volonté des descendants Mpoo de sortir du contrôle de leurs frères Bassa. Il n'est donc pas surprenant que des groupes en majorité Bassa se constituent pour venir réclamer les droits de propriété sur un site naturel relevant d'une autre unité administrative, et ce, au grand mépris lois en vigueur.

-2.3. L'intrusion des pouvoirs publics

La colline de *Ngog-lituba* constitue un site attractif et parmi les prétendants qui se bousculent sur ce rocher, on remarque aussi la présence des pouvoirs publics. À travers un certain nombre de textes, les autorités s'intéressent, non seulement dans la colline de *Ngog-lituba*, mais à l'ensemble du patrimoine national. Déjà, dans l'article 1, alinéa 1 de l'ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974, l'État du Cameroun s'est autoproclamé comme étant le « gardien de toutes les terres » du territoire national (L'ordonnance du 6 juillet 1974). Cette ordonnance est complétée par la loi n° 91/008 du 30 juillet 1991 portant Protection du Patrimoine Culturel et Naturel National qui affirme dans son article 1, que : La protection du patrimoine culturel et naturel national est assurée par l'État. Le patrimoine culturel et naturel national est l'ensemble des biens culturels meubles et immeubles qui, à titre religieux ou profane, revêtent une importance notamment pour l'histoire, l'art, la pensée, la science, la technique et le tourisme (Loi du 30 juillet 1991).

L'intérêt des autorités sur le site de *Ngog-lituba* s'est manifesté par deux actes majeurs ces dernières années. En mars 2016, le Ministre des Arts et de la Culture a effectué une visite sur le site dans le cadre du lancement formel du projet d'Inventaire Général du patrimoine dans la région du Littoral (photo 4). Au terme du voyage, il a défini succinctement ce que *Ngog-Lituba* représente comme valeur patrimoniale pour le Cameroun. Selon la Convention de l'Unesco du 16 novembre 1972 sur la protection du patrimoine culturel et naturel et celle du 17 octobre 2003, sont considérés comme éléments du patrimoine culturel matériel : les monuments : œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science. Les sites : œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique (J.-M. Lavieille, 2003, p. 262).

Photo 4 : Une délégation du Ministre des Arts et de la Culture à la découverte du site de la grotte sacrée de *Ngog-Lituba* en 2016.



Source : Laurentine Assiga, *Cameroon Tribune*, mars 2016.

Sont considérés comme éléments du patrimoine naturel entre autres : Les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique (J.-M.

Lavieille, 2003, p. 262). C'est au regard de tout ce qui précède le Ministre des Arts et de la Culture a érigé *Ngog-lituba* au rang du Patrimoine national du Cameroun.

Le second acte qui traduit l'intérêt des pouvoirs publics sur la colline de *Ngog-lituba* est l'Arrêté signé le 21 aout 2023 par le Ministre d'État, Ministre du Tourisme et des Loisirs qui fait de *Ngog-Lituba* un site touristique. Au terme de ce texte, l'autorité gouvernementale affirme que « le statut de site touristique est reconnu au paysage naturel dénommé « Grotte de *Ngog-Lituba* » situé dans la localité de Nyambat (Nyanon), Commune de Nyanon, Département de la Sanaga-Maritime, Région du Littoral (Arrêté du 21 aout 2023 accordant le statut de site à la grotte de Ngog-Lituba). L'arrêté ministériel s'inspire de l'article de la loi du 30 juillet 1991 suscité qui stipule que « Le patrimoine culturel et naturel national est l'ensemble des biens culturels meubles et immeubles qui, à titre religieux ou profane, revêtent une importance notamment pour l'histoire, l'art, la pensée, la science, la technique et le tourisme » (Loi n° 91/008 du 30 juillet 1991 portant protection du patrimoine culturel et naturel national). À partir d'un certain nombre d'actes, la colline de *Ngog-Lituba* gagne de plus en plus en importance au point de mobiliser et de retenir l'attention des personnalités de la République, qui, à travers les textes, les lettres ou les visites accroissent l'intérêt et les enjeux autour de cette colline emblématique. Au regard de tout ce qui précède, le guide touristique agréé pour la grotte de Ngog-Lituba, nous cheminons vers la fin des conflits su ce site dans la mesure où, en tant que tel, Ngog-Lituba accueillera dorénavant, toute personne quelles que soient ses convictions religieuses.⁸

3. Les enjeux contemporains autour de la colline de *Ngog lituba*

Dans le cadre de cette communication, l'enjeu est perçu comme étant un construit social lié à des systèmes de valeurs portés par différents acteurs qui accordent ou non de l'importance à une chose, à une condition qu'ils souhaitent protéger, transformer et qu'ils ont peur de perdre. Nous analyserons les enjeux patrimoniaux, spirituels, économiques et géopolitiques autour de la colline de *Ngog-Lituba*.

-3.1. Les enjeux patrimoniaux : la valorisation des savoirs endogènes

Du 28 au 30 septembre 2021, s'est tenue à Bamako (Mali), la première édition du Forum des Humanités Africaines (FHA) organisée par le gouvernement du Mali sous l'égide du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, en partenariat avec l'UNESCO à

⁸ Entretien avec Mbele Fidèle, 58 ans, guide touristique agréé de Ngog, Yaoundé, 26 avril 2026.

travers son bureau régional multisectoriel pour l'Afrique de l'Ouest. L'objectif général du FHA est de refonder les humanités en Afrique, dans la Diaspora et partout dans le monde, dans la perspective de développer et de promouvoir les humanités africaines comme socle de son développement. Après les limites de plusieurs politiques de développement en Afrique, le Forum des Humanités Africaines veut valoriser les savoirs endogènes africains pour imaginer un autre futur du continent africain. Les savoirs endogènes s'apparentent à un faire-face immédiat relevant de capacités élémentaires antérieures à la délibération et à l'analyse et auxquelles ils ne conduisent pas nécessairement (F. J. Varela, 2004, p. 37). Ils ne découlent pas d'une découverte intellectuelle, mais d'un caractère pragmatique, s'acquièrent par l'expérience à travers un parcours d'apprentissage. Ainsi dans, « la distinction absolue entre le sujet et l'objet de l'action disparaît pour être remplacée par l'acquisition d'un savoir-faire où la spontanéité l'emporte sur la délibération » (F. J. Varela, 2004, p. 57).

Mais, peut-on qualifier ces savoirs locaux de savoirs scientifiques au terme plein du terme ? Cette question divise les chercheurs. Pour sa part, Lévy-Leblond qualifie ces savoirs de protoscientifiques. Ce qualificatif renvoie au fait que ce sont « des savoirs certes efficaces et objectivables (en rapport avec une réalité extérieure) », mais non autonomes, c'est-à-dire qu'ils demeurent « intrinsèquement liés à telle ou telle activité technique, économique, mythique ou ludique ». Il préférera alors réserver « le terme de "science" à des formes de savoir abstraites, détachées au moins en large partie de leur origine pratique et de leur utilisation concrète », donc à des connaissances. Cependant, les savoirs protoscientifiques ne sont pas très loin des connaissances dites scientifiques. Ils les précèdent de près – les préparent même - dans toutes les sociétés humaines et à toutes les époques. En effet, Il n'existe pas de groupe humain, bien avant les sociétés marchandes ou industrielles, dont les activités ne requièrent pas déjà des aptitudes que l'on peut appeler « protoscientifiques ». L'exploitation de la nature, tant par les chasseurs-cueilleurs que par les pasteurs et agriculteurs, demande une classification pertinente des espèces animales et végétales ainsi que des savoirs détaillés quant à leurs comportements et à leurs propriétés – une protobotanique, une protozoologie. Que ce soit à des fins d'orientation ou de divination (ou les deux), doit se développer une connaissance du ciel, des objets qui le peuplent et de leurs mouvements – une protoastronomie. Le recensement des troupeaux, la gestion des récoltes exigent des capacités élaborées de dénombrement et de calcul – une protoarithmétique. Les structures de parenté obéissent à des règles parfois extrêmement complexes – une protoalgèbre. La décoration de l'habitat aussi bien que les coutumes ornementales conduisent à des pratiques de tracés graphiques souvent subtiles – une protogéométrie. Il n'est pas jusqu'aux jeux et divertissements qui ne mettent en évidence des

compétences de raisonnement élaborées – une protologique. Les techniques de façonnage du bois, du métal, de la céramique reposent sur une connaissance précise des matériaux-une protophysique (J.-M. Lévy-Lebond, 2006, p. 2). Les peuples africains estiment et ceci avec le soutien et la bénédiction des organisations onusiennes, le temps est venu pour se réapproprier de leurs savoirs ancestraux, de leur patrimoine. Le patrimoine est l'ensemble des biens transmis en héritage. Pour l'UNESCO, il « est l'héritage du passé dont nous profitons et que nous transmettons aux générations à venir » (UNESCO, 2003). L'enjeu est très grand en raison de leur précarité, car le patrimoine que constituent les savoirs locaux risque de disparaître, d'où l'importance de conduire des inventaires, des recherches et des études et de le valoriser constamment » (E. Chauvin, 2004, p. 16). Les peuples issus de cette colline pensent de cette dernière constitue le lieu par excellence où leurs ancêtres ont initié divers savoirs, pratiques, techniques et spirituels qui sont susceptibles de les aider (D. Rondeau, 2016, p. 33).

-3.2. Les enjeux spirituels : le retour aux sources spirituelles

« J'ai servi Dieu pendant 12 ans et je n'ai rien eu. », s'estimant avoir été trompé par certains pasteurs qui lui avaient demandé d'arrêter la musique pour devenir lui-même pasteur, le chanteur ivoirien Kley Saley a de nouveau changé de costume pour devenir un traditionaliste et un kamite spiritualiste, c'est-à-dire un adepte du kemitisme, spiritualité s'inspirant de la religion de l'Égypte antique.⁹ Depuis les années 1970-1980, les peuples autochtones victimes de génocides culturels se sont engagés dans un processus militant de réappropriation de leur spiritualité (A. Makougoum, 2020, p.). Ce mouvement spirituel s'inscrit dans une nouvelle dynamique, celle d'une altérité sublimée dans laquelle l'Autre, le païen, est perçu comme plus pur, plus authentique, et évoluant dans une société plus égalitaire, plus ouverte et surtout plus harmonieuse avec la nature (A. Bello, 2021, p. 32). Ainsi, les acteurs les plus zélés contre l'Église catholique sur ce site sont les Mbombog, les initiés et les patriarches bassa. Ces derniers estiment que la colline de *Ngog-Lituba* regorge un certain nombre de pouvoirs, de secrets inestimables au point où, si ceux-ci sont réactivés, valorisés, ils favoriseraient l'harmonie sociale et l'épanouissement économique de la région. La photo 5 ci-dessous montre une image des Mbombog engagés sur le site querellé.

⁹ Interview avec Kley Saley, (2007-2022), BUSINESS & ACTUALITY TV, septembre 2024.

Photo 5 : Un groupe des Mbombog à l'assaut de la grotte sacrée de Ngog-Lituba en 2013.

Source : Kend Djon Mbombog, 2024, p. 44.

Cependant, les initiés bassa ne sont pas les seuls à réclamer le retour sur la grotte sacrée de *Ngog-Lituba*. Après la destruction des symboles catholiques au sommet de la grotte en 1996, et la multiplication de nombreux incidents et plaintes autour du site, l'église catholique a momentanément les pèlerinages sur la grotte.¹⁰ Mais, elle est revenue à la charge le 17 janvier 2017 lorsque Mgr Jean-Bosco Ntep, Évêque d'Edéa, a procédé, en présence des autorités locales, à la refixation des symboles catholiques sur la grotte de Ngog-Lituba. Sous la houlette de l'abbé Mbarga Minkoulou, curé de la paroisse Christ Roi de Logbikoy, l'église a renoué avec les pèlerinages qui ont effectivement repris en février 2026.¹¹

-3.3. Les enjeux écotouristiques et politiques

L'intérêt économique et politique découle de la valeur touristique que prend de plus en plus la colline de *Ngog-Lituba*. Cette dernière est au centre des préoccupations des autorités municipales qui envisagent faire de ce site un centre touristique de premier ordre au niveau régional, voire national. Il faut dire que parmi les collines qui existent dans la région, entre autres, Song Kone, Inout Nzogpa, Kikane, Ntoy, Ong Bakembe, Nkohom, la colline de *Ngog-Lituba* est la seule à être répertoriée comme site touristique endokarstique de la localité (B. G. Nyumea, 1978, p. 53). On peut comprendre aisément qu'elle soit l'objet de toutes sortes de convoitises actuellement. Cette hypothèse est d'autant plus plausible qu'au niveau national, les autorités placent le tourisme au titre de fer de lance de l'économie ; c'est la raison pour laquelle

¹⁰ Entretien avec Tsombè Joseph 72 ans, Mbombog et patriarche, Logbikoy, 25 avril 2026.

¹¹ Entretien avec l'abbé Mbarga Minkoulou, curé de la paroisse Christ Roi de Logbikoy, Logbikoy, 23 avril 2026.

la colline de *Ngog-Lituba* est considérée depuis 2010 comme un site écotouristique susceptible, s'il est valorisé, d'enregistrer des revenus considérables à l'économie locale et nationale. Il se pose en filigrane la gestion de la manne financière qui découlerait de la mise en valeur de cette colline.

Au plan géopolitique, il faut reconnaître que l'enjeu est important au regard des luttes et batailles politiques qu'on enregistre dans cette région depuis les années 1960 dans la répartition des gratifications symboliques et matérielles. En effet, l'accession à la souveraineté a ouvert la voie à une véritable course à l'accès aux avantages politiques et économiques entre les différents groupes ethnolinguistiques de la Sanaga-Maritime. La finalité de ces luttes est le contrôle exclusif des postes de direction au sein de l'appareil étatique, et ce, au grand dam des autres groupes. C'est au niveau de la répartition des retombées politiques que tous les prétendus liens de solidarité dans la région voler en éclats. En dépit de nombreux traits culturels communs, les mêmes récits historiques et une parenté anthropologique, les intérêts politiques sapent de manière permanente cette cohésion qui cache mal de nombreux clivages internes entre les Bassa et les Bakoko (R. Sim Miyèmeg, 2019, p. 131). Le poids démographique des Bakoko en fait cependant une minorité dans laquelle le découpage colonial et mêmes les autorités postcoloniales malheureusement, ne vit autrefois qu'un appendice des Bassa, d'où certains ont tiré des conclusions dangereuses de nature à attiser l'égo de ces derniers. Pour certains acteurs politiques, cette infériorité démographique fait des Bakoko un peuple « dépourvu de consistance historique propre » (A. Mbembe, 1986, p. 55). À y regarder de près, on peut dire que l'unanimité est loin d'être faite autour d'un projet politique commun entre ces peuples si les uns considèrent les autres comme *des peuples sans histoire* à l'instar de ce que certains Européens disaient des Africains pendant la colonisation (M. Somé, 2002, p. 43).

Conclusion

Depuis près de trois décennies, la colline de *Ngog-Lituba* localisée au Nord du département de la Sanaga-Maritime, Région du Littoral (Cameroun), est au centre des luttes entre les différents acteurs au sujet des légitimes propriétaires. L'interrogation, objet de cette communication scientifique, consistait à déterminer les sources des tensions persistantes observées autour de la grotte sacrée de *Ngog-Lituba*. L'analyse réalisée à partir de diverses sources documentaires, orales et iconographiques, lesquelles sont endossées sur la méthode critique en sciences sociales, a abouti à des conclusions qui permettent de comprendre les facteurs, les acteurs ainsi que les enjeux autour de cette colline. Celle-ci bénéficie d'un cadre géographique, géologique

et morphogénétique qui appartient à l'ensemble de la zone du centre du Cameroun qui d'elle l'unique centre touristique appréciable dans la localité au regard de sa représentation et de la charge historique et symbolique. Tout ceci fait de la colline de *Ngog-Lituba* un espace de toutes sortes de convoitises, d'où des nombreuses tensions entre les populations riveraines, l'Église catholique romaine et les groupes et associations des élites et initiés bassa qui revendiquent, à la faveur d'une campagne médiatique forte, chacun la propriété de cette colline. Les pouvoirs publics, en faisant de ce lieu un site éco touristique de premier ordre dans la région, n'ont fait que rehausser les enjeux autour de cette colline. Ceux-ci se déclinent en divers domaines dont les plus urgents sont les enjeux culturels et identitaires, les enjeux symboliques et spirituels et enfin les enjeux économiques et géopolitiques. Au regard de la législation nationale et internationale, il nous semble que le temps est venu de mettre fin aux mythes qui alimentent en partie les querelles sur ce site et faire de *Ngog-Lituba* un espace de mémoire, de loisirs et une source de revenus pour les communautés locales.

Bibliographie sélective

A. Les sources orales

Kley Saley	-----	Artiste	septembre 2024.	interview <i>Business & Actuality TV</i> ,
Mbele Fidèle,	58 ans,	Guide touristique agréée de Ngog,	26 avril 2026.	Yaoundé,
Mbarga Minkoulou,	-----	Prêtre	23 avril 2026.	Logbikoy,
Ngoutouga Simon,	65 ans,	Ingénieur électromécanicien,	18 juin 2025,	Yaoundé.
Ntep Jean Bosco,	75 ans	Evêque	16 septembre 2024	Edéa.
Sim Miyemeg Remy,	85 ans	Fonctionnaire retraité	24 janvier 2026.	Yaoundé
Tonye Bakot Simon-Victor	80 ans	Archevêque émérite	23 janvier 2026	Yaoundé
Tsombè Joseph	72 ans	Mbombog et patriarche	25 avril 2026.	Logbikoy

B. Les ouvrages

1. ANCTIL François et DIAZ Liliana, 2016, *Développement durable. Enjeux et trajectoires*, Lawal, Les Presses de l'université de Lawal.
2. BRISSON Gèneviève, 2019, *Exploration conceptuelle de la notion d'enjeu et de quelques termes apparentés : projet de recherche ATISÉE (analyse territoriale des impacts sociaux au sein de l'évaluation environnementale)*, Québec, Université du Québec, 19 p.

3. BOZONNET Jean-Paul, 1992, *Des monts et des mythes*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 294 p.
4. CHOUVIN Elisabeth, LOUAFI Sélim et ROUSSEL Bernard, *Prendre en compte les savoirs et savoir-faire locaux sur la nature. Les expériences françaises*, Paris, Institut du développement durable et des relations internationales, 28 p.
5. DIERKENS Alain et MORELLI Anne, 2008, *Topographie du sacré : l'emprise religieuse sur l'espace. Les problèmes d'histoire des religions*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 258 p.
6. DIOP Birago, 1960, *Leurres et lueurs*, Paris, Présence Africaine.
7. FAMILLE MISSIONNAIRE NOTRE-DAME, 2022, *Le mystère de la vierge-marie. Actes de la session des jeunes*, Saint Pierre de Colombier, 143 p.
8. GLOWKA Lyle et al, 1996, *Guide de la Convention sur la diversité biologique*, Cambridge, UICN, 193p.
9. GREGBE Karl et FON William, *Religion Traditionnelle Africaine, et cure d'ame chrétienne*, Bamenda.
10. KEND DJON Mbombog, 2024, *Ngog-Lituba : entre vérités et palabres*, Editions septembre 2024.
11. NYUMEA B. G., 1978, *Ngok-lituba, peuples et histoires*, Douala.
12. -----, 193, *Nyanon, le cœur de la Sanaga-Maritime*, Douala.
13. SIM MIYEMEG Remy, 2019, *Sortis de Ngog Lituba. Histoire et traditions orales selon Miyemeg mi Sim Thomas (1902-1964)*, Yaoundé, Afrédit, 163 p
14. UNESCO, 2003, « Convention for the safeguarding of the intangible cultural heritage », Paris.
15. VARELA Francisco, 2004, *Quel savoir pour l'éthique. Action, sagesse et cognition*, Paris, La Découverte, 132 p.
16. United Nations, *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones*, 2007.
17. Unesco, *Towards knowledge societies*, Paris, Unesco Publications, 2005, p. 233.

C. Les articles

1. AARAB Mohammed, 2020, « Les roches : origines, caractéristiques minéralogiques et classifications », https://fad.umi.ac.ma/pluginfile.php/27399/mod_resource/content/2/M11-partie%201-Chap2-2020.pdf.
2. BART François, 2002, « Montagnes d'Afrique tropicale : espaces sous tension ? », *Historiens & Géographes*, n° 379, pp. 153-160.
3. BELLO Assana et TATSIKOU Apollin, 2021, « Les grottes de Damougare, Ngaou-Mboum et Djohong (Nord-Cameroun) : des lieux de mémoire à l'abandon à viabiliser », *Les cahiers de l'Académie Africaine de Recherches, d'Études et d'expertises Francophones (ACAREF)*, n° 11, pp. 23-38.
4. BERKES Fikret, COLDING Johan et FOLKE Carl, 2000, « Rediscovery of Traditional Ecological Knowledge as Adaptative management », *Ecological Applications*, vol. 10, n° 5, pp. 1251-1262.
5. COROMINES Laure, 2023, « Néopaganisme, néodruidisme : pourquoi ce grand retour des spiritualités ancestrales ? », *L'ADN, Tendances et Mutations*, pp. 1-5.

6. CIANFLONE Suzanne, 1996, « Lecture coopérative : les grottes », *Québec français*, n° 103, pp. 49-57.
7. GUEVREMON Véronique, 2021, « L'Unesco et la diversité culturelle », *Revue québécoise de droit international*, n° Hors-série, pp. 165-182.
8. HOTOU Gréberg et FOZING Innocent, 2015, « L'enseignement de la culture nationale à l'école primaire au Cameroun », *Revue de l'Association Francophone Internationale de Recherche Scientifique en Education*, n° 14, pp. 32-42.
9. HOUNTONDI Paulin, 1994, « Démarginaliser ». *Les savoirs endogènes. Pistes pour une recherche*, Paris, Karthala, pp.1-34.
10. JIOTSA A., « l'intégration nationale à l'épreuve des replis identitaires au Cameroun », *ADILAAKU, Droit, politique et société en Afrique*, Vol. 1, n° 1, 2019, pp. 81-99.
11. KUM Peter, 2024, « Cameroun : Tensions entre chefs traditionnels et évêque de Bafoussam - Analyse approfondie », *Alwihda Info*, 7 juillet 2024.
12. LAVIEILLE Jean-Marc, 2003, « Les paysages et la Convention du patrimoine mondial », *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, n°3, pp. 265-277.
13. LEVY-LEBOND Jean-Marc, 2006, « La science est-elle universelle ? », *Le Monde diplomatique*, n° de mai, pp. 2-3.
14. MBOA NKOUDOU Thomas Hervé, 2015, « Stratégies de valorisation des savoirs locaux africains : questions et enjeux liés à l'usage du numérique au Cameroun », *Éthique publique*, vol. 17, n° 2, URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2343> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.2343>.
15. MAKOUGOUM Agnès, 2020, « La laïcité au Cameroun : réflexion sur l'effectivité d'un principe constitutionnel », *Revue internationale des francophonies*, n°8, URL : <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=1163>.
16. MBEMBE Achille, 1986, « Pouvoir des morts et langage des vivants : les errances de la mémoire nationaliste au Cameroun », *Politique africaine*, n° 22, pp. 37-72.
17. MORELLI, Anne, 2008, « Topographie du sacré : l'emprise religieuse sur l'espace », in DIERKENS Alain et MORELLI Anne, *Topographie du sacré. L'emprise religieuse sur l'espace*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, pp. 9-20.
18. MAUD LASSEUR, 2019, « second éditorial », in TIEMENI SIGANKWE, OWONA NDOUNDA Nicolas, *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Vol. 8, n° 8, pp. 6-10.
19. NANA Paul Alain, NOLA Moïse, 2023, « Scientific culture and ancestral beliefs in sub-saharan Africa : The case of the murderous disasters of Lakes Monoun and Nyos in Cameroon », *Scientific African Journal*, Vol. 20, DOI : 10.1016/j.sciaf.2023.e01626.
20. PERRAULT Gérard, 1949, « Les Fang du pays Yaoundé : Noirs et Blancs au Cameroun », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 2-8, pp. 313-333.
21. RONDEAU Dany, 2015, « La place des savoirs locaux (endogènes) dans la cité globale. Essai de justification », in MBONDA Ernest-Marie et RONDEAU

Dany, *La contribution des savoirs locaux à l'éthique, au politique et au droit*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 27- 48.

22. SOME Magloire, 2002, « Les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation », *Afrika Zamani*, n° 9 & 10, 2001-2002, pp. 41-59.
23. TCHONANG Gabriel, 2013, « Quelle mystique pour la renaissance africaine ? », *Théologiques*, Vol. 21, n° 2, pp. 251–284.
24. VICAT Jean-Paul, MVONDO Hubert, WILLEMS Luc, POUCLET André, 2002, « Phénomènes karstiques fossiles et actuels au sein des formations métamorphiques silico-alumineuses de la nappe pan-africaine de Yaoundé (Sud-Cameroun) », *C. R. Geoscience*, n° 334, pp. 545–550.
25. WEINSTEIN Olivier, 2013, « “Comment comprendre les « communs ” : Elinor Ostrom, la propriété et la nouvelle économie institutionnelle », *Revue de la régulation*, en ligne, n° 14, URL : <http://regulation.revues.org/10516>.

D. Les thèses, mémoires et autres

1. DIKOUME C. « Etude concrète d'une société traditionnelle : les Elop-Mpoo », thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, sociologie, université des sciences et techniques de Lille, 1977.
2. KENE SOMENE Valentin Merlin, 2022, « Les grottes sacrées dans l'histoire et la culture des chefferies “bamiléké” de l'ouest Cameroun XVIème début XXIème siècle », thèse de Doctorat Ph. D en Histoire, U.Y. I.
3. MAHEND ANGONI Myriam, 2016, « Valorisation du potentiel touristique de la grotte de *Ngog Lituba* et dynamisation du tourisme à Nyanon », Mémoire de D I P.E.S. II en Géographie, ENS.
4. SIMB Emmanuel, 2002, « Mgr Nicolas Ntamag prélat : Essai de biographie historique », mémoire de DIPES II, ENS, UYI
5. YONTA NGOUNE Clément, 2010, « Le contexte géologique des indices de talc de la région de Boumnyebel (Chaîne panafricaine d'Afrique Centrale, Cameroun) », thèse en co-tutelle présentée et soutenue en vue de l'obtention du doctorat Ph D en Sciences de la Terre, Option : Pétrologie – Géologie Structurale de l'Université de Yaoundé 1,- Doctorat en Géosciences de l'Université Henri Poincaré, Nancy I.
6. L'Arrêté n° 4929/ A/MINTOUL/SG/DST/SDRI du 21 aout 2023 portant reconnaissance du statut de site touristique au paysage naturel dénommé « Grotte de *Ngog-Lituba* ».
7. Loi N° 91/008 du 30 juillet 1991 Portant Protection du Patrimoine et Naturel National.
8. Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972 modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008.
9. Ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 Fixant le régime foncier.